



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

AGRISUD INTERNATIONAL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
AGRISUD INTERNATIONAL
7 avenue du Maréchal Foch - 33500 LIBOURNE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

AGRISUD INTERNATIONAL

7 avenue du Maréchal Foch - 33500 LIBOURNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale de l'association AGRISUD INTERNATIONAL,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGRISUD INTERNATIONAL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2.3.4. *Changement de méthode comptable en matière de comptabilisation de la Provision pour Indemnité de Départ à la Retraite (PIDR)* » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable : comptabilisation pour la première année en 2024 de cette provision (application de la méthode préférentielle).

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance associative relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 26 mars 2025

KPMG SA

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized loop that crosses itself, followed by a horizontal stroke.

Aurélie LALANNE

Associée

Bilan

Association AGRISUD International

Au : 31 décembre 2024
N° SIRET : 39036477600034

EUR

ACTIF		Exercice			Exercice précédent		
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	au : 31 décembre 23		
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	- Frais d'établissement - Frais de recherche et développement - Donations temporaires d'usufruit - Concessions, brevets, licenciés, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires - Immobilisations incorporelles en cours - Avances et acomptes	13 301	13 301	0	0	
		Total	13 301	13 301	0	0	
	Immobilisations corporelles	- Terrains - Constructions - Inst. techniques, mat. out. industriels - Autres immobilisations corporelles - Immobilisations corporelles en cours - Avances et acomptes - Biens reçus en legs ou donations destinés à être cédés	2 470 179	2 465 603	4 577	1 402	
		Total	2 470 179	2 465 603	4 577	1 402	
	Immobilisations financières	- Participations et créances rattachés - Autres titres immobilisés - Prêts - Autres	157 193 2 020		157 193 2 020	153 983 2 020	
		Total	159 213	0	159 213	156 003	
	Total de l'actif immobilisé (I)		2 642 693	2 478 904	163 790	157 405	
	Actif circulant	Créances (3)	Stocks et en-cours Avances et acomptes versés sur commandes - Créances clients usagers et comptes rattachés - Créances reçues par legs ou donations - Autres - Valeurs mobilières de placement - Instruments de trésorerie - Disponibilités - Charges constatées d'avance	44 465 7 302 056 0 2 695 963 736		44 465 7 302 056 0 2 695 963 736	132 862 5 474 235 200 000 1 985 906 4 750
		Total de l'actif circulant (II)		10 043 220	0	10 043 220	7 797 753
		- Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
- Primes de remboursement des emprunts (IV)							
- Ecart de conversion actif (V)							
Total de l'actif (I+II+III+IV+V)		12 685 913	2 478 904	10 207 009	7 955 158		

Bilan

Association AGRISUD International

Au : 31 décembre 2024
N° SIRET : 39036477600034

EUR

PASSIF		Exercice	Exercice précédent
	- Fonds propres sans droit de reprise : Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires	145 000	115 000
	- Fonds propres avec droit de reprise : Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires		
	- Ecarts de réévaluation		
	- Réserves : Réserves statutaires ou contractuelles Réserves pour projet de l'entité Autres	1 587	1 587
	- Report à nouveau	34 191	54 623
	- Excédent ou déficit de l'exercice	104 024	44 568
	- Situation nette (sous-total)	284 802	215 778
	- Fonds propres consommables		
	- Subvention d'investissement		
	- Provisions réglementées		
Total des Fonds propres (I)		284 802	215 778
Autres Fonds propres	- Titres associatifs	300 000	300 000
	Total Autres Fonds propres (I bis)	300 000	300 000
Total des Fonds propres et autres Fonds Propres (I) + (I bis)		584 802	515 778
Fonds reportés et dédiés	- Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	- Fonds dédiés	78 000	45 500
Total des fonds dédiés et reportés (II)		78 000	45 500
Provisions	- Provisions pour risques		
	- Provisions pour charges	86 000	
Total des provisions (III)		86 000	0
Dettes	- Emprunts obligataires et assimilés	21 889	12 686
	- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	- Emprunts et dettes financières divers		
	- Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	59 164	93 983
	- Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
	- Dettes des legs ou donations		
	- Dettes fiscales et sociales	123 055	86 586
	- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	- Autres dettes	186 660	116 001
	- Instruments de trésorerie	9 067 440	7 084 624
	- Produits constatés d'avance		
Total des dettes (IV)		9 458 207	7 393 880
- Ecarts de conversion passif (IV)			
Total du passif (I+I bis+II+III+IV)		10 207 009	7 955 158

Compte de Résultat

Association AGRISUD International

Période de l'exercice : 01/01/2024 31/12/2024 Durée : 12 mois
Période de l'exercice précédent : 01/01/2023 31/12/2023 12 mois

EUR

	Exercice	Exercice précédent
Produits d'exploitation	Cotisations	700 800
	Ventes de biens et services	
	Ventes de biens	
	dont ventes de dons en nature	
	Ventes de prestations de services	99 135 85 418
	dont parrainage	
	Produits de tiers financeurs	
	Concours publics et subventions d'exploitation	4 765 683 3 733 073
	Versement des fondateurs ou consommation de la dotation consommable	
	Ressources liées à la générosité du public	
	Dons manuels	143 737 135 929
	Mécénats	
	Legs, donations et assurances-vie	
Charges d'exploitation	Contributions financières	408 326 256 846
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions, transferts de charges	0 170
	Utilisation des fonds dédiés	30 500 71 233
	Autres produits	0
	Total des produits d'exploitation (I)	5 448 081 4 283 468
	Achats de marchandises	
	Variations de stocks	
	Autres achats et charges externes	2 462 173 2 182 788
	Aides financières	
	Impôts, taxes et versements assimilés	65 287 56 026
	Salaires et traitements	1 821 647 1 542 227
	Charges sociales	312 170 258 292
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	612 881 190 696
	Dotations aux provisions	21 000
	Reports en fonds dédiés	63 000 32 500
	Autres charges	
	Total des charges d'exploitation (II)	5 358 158 4 262 529
	Résultat d'exploitation (I-II)	89 923 20 940
Produits financiers	Produits financiers de participations	
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé	
	Autres intérêts et produits assimilés	23 202 14 190
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	
	Différences positives de change	17 070 31 550
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	
Charges financières	Total des produits financiers (III)	40 272 45 740
	Dotations financières aux amortissements, aux dépréciations et provisions	
	Intérêts et charges assimilées	4 577 4 615
	Différences négatives de change	21 595 17 497
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	
	Total des charges financières (IV)	26 172 22 112
	Résultat financier (III-IV)	14 100 23 628
	Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	104 024 44 568

Compte de Résultat

Association AGRISUD International

Période de l'exercice : 01/01/2024 31/12/2024 Durée : 12 mois
Période de l'exercice précédent : 01/01/2023 31/12/2023 12 mois

EUR

	Exercice	Exercice précédent
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels (V)	0	0
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total des charges exceptionnelles (VI)	0	0
Résultat exceptionnel (V-VI)	0	0
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les sociétés (VIII)		
Total des produits (I+III+V)	5 488 354	4 329 209
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	5 384 330	4 284 641
Excédent ou déficit	104 024	44 568
Evaluation des contributions volontaires en nature		
Produits	0	10 834
Dons en nature		
Prestations en nature	0	10 834
Bénévolat		
Charges	0	10 834
Secours en nature		
Mises à disposition de biens et services		
Prestations en nature	0	10 834
Personnel bénévole		

2. ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

2.1 PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'association Agrisud International est une association française à but non lucratif (loi 1901) reconnue de bienfaisance (renouvellement du caractère de bienfaisance par décision de la Préfecture de la Gironde du 11 février 2020) créée le 16 novembre 1992, œuvrant dans le champ de la solidarité internationale et contribuant au développement durable des pays du Sud.

Son objet social, défini dans ses statuts modifiés en date du 28 juin 2018, consiste à aider les populations pauvres à passer de la précarité à l'autonomie économique et sociale. Il est poursuivi par un moyen principal qui est d'amener ces populations à devenir exploitants de petites entreprises, économiquement viables et respectueuses des équilibres sociaux et écologiques.

Principalement spécialisée dans le domaine de l'agriculture, Agrisud privilégie les pratiques agroécologiques qui permettent de concilier productivité avec une faible pression sur l'environnement et une gestion durable des ressources naturelles. Cette démarche repose d'une part, sur la professionnalisation des publics cibles et d'autre part, sur la promotion d'un environnement porteur pour les activités soutenues afin de garantir leur pérennité.

En 2024, l'association a conduit 39 projets dans 14 pays situés en Afrique et Océan Indien, en Amérique du Sud, dans les Caraïbes et en Asie.

Elle a mis en œuvre ses activités avec un effectif de 154 personnes réparties au siège en France (13 personnes), sur les terrains d'opérations (141 personnes) et en mobilisant 94 personnes auprès de ses partenaires et prestataires locaux.

Toujours en 2024, ses ressources sont composées à 80% de financements d'origine publique (subventions) et à 20% de financements d'origine privée (contributions financières, mécénat, dons).

Les principaux projets mis en œuvre par l'association sur la période 2018 – 2028 (en vert) sont présentés dans le chronogramme ci-dessous :



Les budgets restant à mettre en œuvre du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2027 sur ces projets représentent environ 15,7 millions d'euros ce qui, sur les 3 prochaines années, assure un plan de charge de 5,2 millions d'euros par an en moyenne.

Les projections de nouvelles opérations en négociation ou en instruction (en saumon) représentent environ 5 millions d'euros de budget.

2.2 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 2024

2.2.1 Baisses du budget de l'Etat accordé à l'Aide Publique au Développement

Pour des raisons d'économies budgétaires, les décisions successives du gouvernement français de diminuer les financements accordés à l'Aide Publique au Développement (environ 2 milliards d'euro sur 2024) ont impacté les financements publics des conventions-programmes Agriter III (-1 millions d'euros) et DELFI I (-180 000 euros) octroyés par l'AFD. La mobilisation de cofinancements supplémentaires est donc nécessaire pour boucler les budgets de ces 2 conventions-programmes.

2.2.2 Situation en Haïti

Les conditions de sécurité et l'instabilité socio-politique ne se sont toujours pas améliorées dans le pays en 2024, avec un nouveau pic de violence en fin d'année. Cette situation impose le maintien de la vigilance et de la prudence dans la mise en œuvre des projets en Haïti de la part des équipes de terrain / des chargés de missions (limitation des déplacements entre autres).

2.2.3 Passage du typhon Yagi au Laos et au Vietnam

En juillet-août 2024, le Laos et le Vietnam ont été durement frappés par le typhon Yagi. Des pluies diluviennes ont entraîné des crues sans précédent et des éboulements de terrain causant des dégâts considérables dans les villages des vallées encaissées. Pour venir en aide aux familles sinistrées du district de Viengkham (Laos), Agrisud mettra en œuvre sur 2025 le « projet d'urgence post-inondation » sur financements du Fonds L'Oréal pour l'Urgence Climatique.

2.2.4 Mouvements significatifs sur le plan des ressources humaines

Au niveau du siège, l'année 2024 a vu l'arrivée de deux nouvelles ressources : le responsable pays des projets à Madagascar promu nouveau responsable du programme Agriter III (l'ancien responsable du projet Agriter occupant désormais le poste de Directeur Adjoint des Opérations) et un chargé de mission en « communication d'influence ».

Sur les terrains de mises en œuvre de projet, ce sont 3 salariés expatriés qui ont rejoint les équipes locales : 1 en République de Côte d'Ivoire (en remplacement de l'ancienne coordinatrice de projets), 1 au Vietnam (création de poste) et 1 à Madagascar (création de poste).

2.2.5 Apport en fonds propres

Un don de 30 000 € a été attribué à l'association par son Président courant septembre 2024.

Son affectation en fonds propres sans droit de reprise, ni contrepartie, a été stipulée par écrit le 3 septembre 2024.

Le tableau de variation des fonds propres (partie « 2.4.2. – Bilan Passif ») mentionne la comptabilisation de cet apport en fonds propres associatifs.

2.2.6 Renouvellement de la souscription des Titres Associatifs

Le 20 décembre 2024, Agrisud International (l'émetteur) et Amundi Private Equity Funds (le souscripteur) ont convenu, par voie d'avenant, du maintien de la souscription des titres associatifs pour une nouvelle période de 7 ans (2025-2031), rémunérés à 2,5% par an.

2.2.7 Signature de nouvelles conventions

Agrisud a signé de nouvelles conventions en 2024 pour la mise en œuvre de nouveaux projets ou l'extension de phases de projets existants :

- « Agriculture durable et dynamiques territoriales dans les pays du Sud – Phase III (Agriter III) » (Montant : 6 440,7 k€ / Durée : 36 mois) ;
- « Appui à la transition agroécologique des familles paysannes et à la gestion durable des ressources naturelles dans le bassin versant de Limbé en Haïti » (Montant : 218 k€ / Durée : 36 mois) ;
- « Programme de développement agricole et social 2024 à Siem Réap, Cambodge » (Montant : 220 k€ / Durée : 12 mois) ;
- « Structuration et gestion de la filière de boues de vidange à Siem Reap (Cambodge) et développement de la filière agricole – Phase 2 » (Montant : 113 k€ / Durée : 36 mois) ;
- Projet de diffusion de pratiques agroécologiques à travers l'approche « Champ Ecole Paysan » et d'insertion professionnelle des jeunes (Montant : 546 k€ / Durée : 27 mois) ;
- « Cooper'action pour une alimentation saine et durable » (Montant : 90 k€ / Durée : 36 mois).
- « Sourcing durable dans la région de Marrakech, Royaume du Maroc » (Montant : 120 k€ / Durée : 36 mois) ;
- Projet de rénovation et d'équipement de l'école maternelle et primaire du village d'Adattié en Côte d'Ivoire (Montant : 30 k€ / Durée : 9 mois) ;
- Poursuite du projet « Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) – Programme Eaurizon 2024-2025 » (Montant : 95,8 k€ / Durée : 12 mois) ;
- « Protection de sources, mise en place et aménagement de périmètres de protection en Itasy (dans le cadre du PAGLI 2) » (Montant : 124,5 k€ / Durée : 26 mois) ;
- « Appui à la GIRE locale sur les Hauts Plateaux à Madagascar » (Montant : 72 k€ / Durée : 24 mois) ;
- « Appui à la mise en œuvre des activités de la composante 1 du Programme National de Développement Agricole (PNDA) en République Démocratique du Congo » (Montant : 39 k€ / Durée : 12 mois) ;
- « Solidarité Laos : Intervention d'urgence post-inondation dans le district de Viengkham » (Montant : 120,8 k€ / Durée : 9 mois).

2.2.8 Clôture de conventions

Les projets ou phases de projet ci-dessous ont pris fin en 2024 :

- « Renforcement de l'Action des OSC pour des transitions Agroécologiques Réussies » OSCAR, Multi-Pays (Montant : 348 K€ / Durée : 53 mois) ;
- « Gestion des déchets ménagers » Initiative ANAMAY, Laos (Montant : 150,7 K€ / Durée : 48 mois) ;
- « Promouvoir une intensification agroécologique de l'agriculture pour favoriser la résilience des exploitations dans le sahel (FAIR-Sahel) » (Montant : 50 k€ / Durée : 60 mois) ;
- « Partenariat OP – Agropole pour une Relance économique Territoriale (POP-Art) » Sénégal (Montant : 650 k€ / Durée : 32,5 mois)

2.3 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.3.1 Méthode comptable appliquée

L'association applique le règlement ANC 2018-06 aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions suivantes :

- Code de commerce,
- Règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général,
- Dispositions spécifiques applicables du règlement **ANC 2018-06**, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- Dispositions spécifiques applicables du règlement **ANC 2020-08**, définissant notamment les règles applicables en matière de titres associatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
 - Permanence des méthodes,
 - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.3.2 Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

La méthode retenue pour l'enregistrement comptable des cotisations est la comptabilisation en produit lors de leur encaissement effectif.

2.3.3 Méthodes dérogatoires

Les projets conduits par Agrisud International - généralement d'une durée de 3 à 4 ans - ont historiquement bénéficié de financements par une subvention principale (Union Européenne, AFD...) couvrant le plus souvent entre 55 % et 95 % des dépenses programmées.

Le montant des cofinancements à trouver était donc relativement faible en regard des dépenses totales ; ils ont toujours été obtenus, mais plutôt en milieu, voire en fin de projets, compte tenu de leur durée et du temps nécessaire pour mobiliser les partenaires.

Compte tenu des spécificités évoquées ci-dessus, et en dérogation avec les principes comptables applicables, Agrisud International considère comme financement acquis et comptabilise en produits ces subventions pour un montant équivalent aux dépenses annuelles nettes des cofinancements obtenus.

Les principes applicables prévoient la comptabilisation en produit d'une somme égale aux dépenses annuelles multipliée par le taux de financement conventionnel.

La méthode utilisée par Agrisud International impacte favorablement le résultat et les fonds associatifs d'Agrisud International, permettant ainsi de lisser sur la durée des projets l'obtention des cofinancements.

Le tableau ci-dessous synthétise, pour chaque projet concerné, le montant des cofinancements qu'il restait à trouver au 31/12/2024, soit 256 k€, compte tenu des dépenses effectivement engagées à cette date.

Bilan des besoins en cofinancements au 31 décembre 2024

(en milliers d'euros)

Projet	Budget total	Financements acquis	Financement principal	Taux de financement principal	Autres financements à identifier	Dépenses au 31/12/24	Taux d'avancement du projet	Financements acquis sur dépenses engagées au 31/12/2024	Financements comptabilisés selon méthode Agrisud	Financements à mobiliser au 31/12/24	Durée - Fin projet
Projet PAPSA Phase III - Maroc	770	469	460	60%	301	252	33%	160	252	93	36 mois - Mai 2026
Projet SANUVA - Madagascar	1 667	1 667	1 500	90%	0	1 206	72%	1 156	1 206	50	40 mois - Mars 2025
Projet DINAAMICC - Madagascar	746	710	709	95%	36	476	64%	453	476	22	48 mois - Décembre 2025
Projet MAKIS - Madagascar	146	131	131	90%	15	41	28%	37	41	4	60 mois - Janvier 2027
Projet AGRITER Phase 3 - Multipays	6 441	5 527	4 000	62%	913	1 515	24%	1 464	1 515	51	36 mois - Décembre 2026
Projet DELFI Phase 1 - Multipays	1 856	1 317	1 020	55%	540	35	2%	19	35	16	36 mois - Août 2027
Projet AVAL - Côte d'Ivoire	3 684	3 684	3 500	95%	0	860	23%	840	860	20	36 mois - Janvier 2027
Total	15 309	13 505	11 320	74%	1 804	4 386	29%	4 130	4 386	256	

2.3.4 Changement de méthode comptable en matière de comptabilisation de la Provision pour Indemnité de Départ à la Retraite (PIDR)

En 2024, Agrisud International a décidé d'appliquer la méthode préférentielle en comptabilisant la Provision pour Indemnité de Départ à la Retraite (PIDR) de ses salariés.

Les hypothèses utilisées pour le calcul de la PIDR sont les suivantes :

- ✓ Age légal de départ à la retraite : 64 ans ;
- ✓ Taux de rotation (turnover) cadre et non cadre : 5% ;
- ✓ Taux de progression des salaires : 1,5% ;
- ✓ Taux d'actualisation : 3,5% ;
- ✓ Taux de charges sociales : 53% ;
- ✓ Aucun plafonnement du barème des indemnités pris en compte ;
- ✓ Application de la convention collective SYNTEC pour le nombre de mois d'indemnités en fonction de l'ancienneté.

L'impact est de 65 k€ sur les fonds propres (constatation de l'engagement antérieur à 2024) et de 21 k€ sur le résultat (dotation de la PIDR 2024).

2.4 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

2.4.1 Bilan Actif

2.4.1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles – Mouvements principaux

Tableau de variation des immobilisations

Postes du bilan	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions	Transferts	Cessions et sorties	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Immobilisation incorporelles	13 301 €	- €	- €	- €	13 301 €
Logiciels	13 301 €				13 301 €
Immobilisation corporelles	1 854 123 €	616 056 €	- €	- €	2 470 179 €
Matériels Bureaux & Informatiques	20 367 €	4 197 €			24 565 €
Immobilisations Cambodge	197 967 €	4 303 €			202 270 €
Immobilisations Côte d'Ivoire	53 312 €	173 794 €			227 106 €
Immobilisations Haïti	176 287 €	61 481 €			237 768 €
Immobilisations Laos	49 563 €	1 048 €			50 611 €
Immobilisations Madagascar	631 271 €	22 413 €			653 684 €
Immobilisations Maroc	419 456 €	312 645 €			732 101 €
Immobilisations Sénégal	262 320 €	23 858 €			286 178 €
Immobilisations Bénin		11 473 €			11 473 €
Immobilisations Vietnam	43 579 €	844 €			44 423 €
Immobilisations financières	156 003 €	3 210 €	- €	- €	159 213 €
Parts sociales	153 983 €	3 210 €			157 193 €
Dépôts et cautionnements	2 020 €	- €			2 020 €
Total	2 023 427 €	619 266 €	- €	- €	2 642 693 €

Immobilisations incorporelles et corporelles – Amortissements pour dépréciation

Types d'immobilisation	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	3 ans
Installations générales	Linéaire	3 à 10 ans
Matériels de transport	Linéaire	3 ans
Matériels de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Matériels divers sur sites à l'étranger	Linéaire	1 an (1)

(1) Les matériels divers sur sites à l'étranger sont amortis sur 1 an dans la mesure où ils n'ont pas vocation à être conservés par l'association à la fin des projets.

Tableau de variation des amortissements

Postes du bilan	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminution d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisation incorporelles	13 301 €	- €	- €	13 301 €
Logiciels	13 301 €			13 301 €
Immobilisation corporelles	1 852 721 €	612 881 €	- €	2 465 603 €
Matériels Bureaux & Informati	18 966 €	1 023 €		19 988 €
Immobilisations Cambodge	197 967 €	4 303 €		202 270 €
Immobilisations Côte d'Ivoire	53 312 €	173 794 €		227 106 €
Immobilisations Haïti	176 287 €	61 481 €		237 768 €
Immobilisations Laos	49 563 €	1 048 €		50 611 €
Immobilisations Madagascar	631 271 €	22 413 €		653 684 €
Immobilisations Maroc	419 456 €	312 645 €		732 101 €
Immobilisations Sénégal	262 320 €	23 858 €		286 178 €
Immobilisations Bénin		11 473 €		11 473 €
Immobilisations Vietnam	43 579 €	844 €		44 423 €
Total	1 866 022 €	612 881 €	- €	2 478 904 €

2.4.1.2 Etat des créances

Le niveau des « créances clients usagers et comptes rattachés », observé au 31 décembre 2024, est en diminution de 88 k€ comparé à 2023. Il s'explique essentiellement par le montant comptabilisé en factures à établir. Le compte « 418100 – Factures à établir » se compose de dépenses réalisées au 31 décembre 2024 mais non encore facturées à la clôture de l'exercice sur le financement de l'AFD pour le projet DELFI Phase I (35 k€).

Les « autres créances » sont constituées de subventions à recevoir (6 589 k€) et d'avances à régulariser sur les projets en Côte d'Ivoire, à Madagascar, au Maroc, au Sénégal et en Haïti (713 k€).

Le montant des subventions à recevoir, inscrit dans les autres créances, s'élève à **6 589 077 €** et est réparti comme suit :

Subventions antérieures à 2024 :	3 486 203 €
· Subvention UE – AVAL, Cote d'Ivoire	2 138 808 €
· Subvention UE – DINAAMICC, Madagascar	372 674 €
· Subvention AFD - PAPSA, Maroc	230 000 €
· Subvention UE – SANUVA, Madagascar	150 000 €
· Subvention GRET , PRODIP - Madagascar	107 187 €
· Subvention UE – MAKIS, Madagascar	86 368 €
· Subvention Fondation de France Solidarité Maroc	75 000 €
· Subvention FNDASP - GUNGE MBAY Sénégal	67 070 €
· Subvention RNA – IDEAS , Vietnam	55 000 €
· Financement GIVAUDAN – Converse, Haïti	50 000 €
· Subvention Région Haute-Matsiatra – Eaurizon, Madagascar	40 214 €
· Subvention RNA - Lao Cai Vietnam	36 215 €
· Financement AVSF – Fair Sahel, Multipays	27 311 €
· Financement Fondation Carrefour - PROFIT Cote d'Ivoire	18 876 €
· Subvention RNA – PAD NORD, Haïti	18 000 €
· Subvention SYCTOM – Anamay, Laos	9 150 €
· Subvention CUF Mada	3 260 €
· Financement CUF Burkina	1 071 €

Subventions notifiées en 2024 :	3 102 874 €
· Subvention AFD, AGRITER 3, multipays	1 800 000 €
· Subvention FNDASP - DPA Sénégal	456 980 €
· Financement Misereor - Haïti	191 000 €
· Subvention ID - PAGLI 2, Madagascar	124 526 €
· Subvention M&D, TADAMON, Maroc	124 379 €
· Subvention RNA – IDEAS , Vietnam	75 000 €
· Financement Décathlon, Solidarité Maroc	67 404 €
· Subvention RNA – Mahavotra V, Madagascar	40 000 €
· Subvention Gret - Marindrano	36 075 €
· Financement GIVAUDAN – Converse, Haïti	30 364 €
· Subvention Compagnie Fruitière - PROFIT Cote d'Ivoire	30 000 €
· Subvention Fondation AVRIL – SANUVA, Madagascar	30 000 €
· Subvention Région Haute-Matsiatra – Eaurizon, Madagascar	28 732 €
· Subvention RNA – PRPA , Sénégal	24 000 €
· Subvention CD92 – IADA 3, Cambodge 2024	22 000 €
· Subvention FCIL – SANUVA, Madagascar	18 244 €
· Financement OLVEA – Huile Olive, Maroc	4 170 €

2.4.1.3 Etat de la trésorerie

La trésorerie globale de l'association (+ disponibilités - concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques) s'élève à **+ 2 674 k€** au 31 décembre 2024.

Elle s'explique notamment par le versement de l'AFD du montant de la tranche 1 du projet Agriter Phase III (2 200 k€ le 25/10/24) et le paiement du financement du Fonds L'Oréal pour l'Urgence Climatique en lien avec le projet « Solidarité post-inondation au Laos » (121 k€ le 23/12/24).

Les placements d'une partie de la trésorerie ont généré 23 k€ d'intérêts sur 2024.

2.4.2 Bilan Passif

2.4.2.1 Le tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	Ouverture	Affectation de résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	115 000		30 000		145 000
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Réserves pour projet de l'entité	0				0
Autres réserves	1 587				1 587
Report à nouveau	54 623	44 568		65 000	34 191
Excédent ou déficit de l'exercice	44 568	-44 568	104 024		104 024
Situation nette	215 778	0	134 024	65 000	284 802
Subventions d'investissement	0				0
Provisions réglementées	0				0
TOTAL I Fonds associatifs	215 778	0	134 024	65 000	284 802
AUTRES FONDS PROPRES					
Titres associatifs	300 000				300 000
Total I bis Autres fonds propres	300 000	0	0	0	300 000
Total I et I bis	515 778	0	134 024	65 000	584 802

Apport en fonds propres de 30 000 € :

Un don de 30 000 € a été attribué à l'association par le Président d'Agrisud en septembre 2024.

Son affectation en fonds propres sans droit de reprise, ni contrepartie, a été stipulée par écrit le 3 septembre 2024 à l'association.

Titres associatifs :

Conformément au règlement ANC 2018-06, les titres associatifs de 300 000 € ont été portés dans une rubrique des « autres fonds propres ».

Pour rappel, le 31 décembre 2017, l'association a émis, au nominatif et pour une durée de 7 ans, des titres associatifs (30 titres d'une valeur nominale de 10 000 €), rémunérés à 1% par an. Ces Titres Associatifs ne sont remboursables qu'à l'initiative de l'Émetteur (Agrisud International), qui pourra rembourser tout ou partie des Titres Associatifs, à tout moment, à partir du 31 décembre 2024.

En décembre 2024, l'émetteur et le souscripteur ont convenu du maintien de la souscription des titres associatifs pour une nouvelle période de 7 ans (2025-2031), rémunérés à 2,5% par an.

2.4.2.2 Etat des dettes

Toutes les dettes, autres que financières et les produits constatés d'avance, sont d'échéance inférieure à un an.

Le compte « 408100 – Factures à recevoir » fait état, entre autres, de la facturation de la mission de commissariat aux comptes sur les comptes annuels 2024 (9,8 k€) et de la facturation des frais de gestion Norsys sur les projets Maroc (25,7 k€).

Les dettes fiscales et sociales correspondent aux taxes sur salaires et cotisations sociales du 4^{ème} trimestre, payées en janvier 2025 et à la provision pour congés payés évaluée au 31 décembre 2024.

Les autres dettes (187 k€) sont constituées d'avances à régulariser sur les projets à Madagascar et au Maroc.

2.4.2.3 Détail des produits constatés d'avance

Il s'agit principalement de soutiens financiers et subventions attribués pour les exercices à venir, soit **9 067 440 €**, et notamment :

Produit constaté d'avance au 31/12/2024

• Subvention AFD - AGRITER 3 Multipays	3 007 642 €
• Subvention UE – AVAL, Cote d'Ivoire	2 661 997 €
• Financement FNDASP- DPA, Sénégal	490 259 €
• Subvention UE – SANUVA, Madagascar	406 216 €
• Subvention Cirad - DINAAMICC - Madagascar	234 350 €
• Subvention AFD – PAPSA II, Maroc	216 636 €
• Financement Misereor – Misereor 5, Haïti	197 263 €
• Subvention CD92 – IADA 3, Cambodge 2024	168 313 €
• Financement FNDASP- Gunge MBAY, Sénégal	165 137 €
• Subvention Fondation de France - Solidarité Maroc	150 000 €
• Financement Decathlon - Maroc	132 975 €
• Financement Migration et développement Tadamon solidarité Maroc	127 442 €
• Subvention AFD – IADA 3, Cambodge	123 768 €
• Financement LOREAL solidarité Laos	120 772 €
• Subvention ID - PAGLI 2 Madagascar	104 374 €
• Financement Fondation Carrefour - PROFIT Cote d'Ivoire	101 458 €
• Subvention Cirad - MAKIS - Madagascar	90 035 €
• Subvention RNA - Solidarité Maroc	79 000 €
• Financement Roi BAUDOUIN solidarité Maroc Haouz	77 606 €
• Subvention RNA– IDEAS III, Vietnam	75 000 €
• Subvention RNA - LAOCAI Vietnam	67 797 €
• Financement GIVAUDAN– Converse, Haïti	67 291 €
• Subvention RNA – MVT V CP, Madagascar	40 000 €
• Subvention RNA– PAD Nord, Haiti	30 000 €
• Subvention Région Haute-Matsiatra - Eaurizon, Madagascar	26 100 €
• Subvention Compagnie Fruitière - Profit, Côte d'Ivoire	25 000 €
• Subvention GRET - PRODIP	20 788 €
• Subvention Gret - Marindrano	17 650 €
• Financement IRD - REASOL Cambodge	14 340 €
• Financement YSL Maroc	12 662 €
• Subvention CUF Mada	11 711 €
• Subvention PACA - Solidarité Maroc	3 859 €

2.4.2.4 Tableau de variation des fonds dédiés

	Ouverture Exercice	Retraitement ANC 2018-06	Reports	Utilisations		Transferts	Clôture Exercice	
				Montant global	Dont remboursemen ts		Montant global	Dont > 2 ans
<u>Subventions d'exploitation</u>	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Contributions financières d'autres organismes</u>	12 500	-	-	12 500	-	6 000	6 000	-
ATFY IADA II 2022 - Cambodge	5 000			5 000			-	
ATFY IADA III 2022 - Cambodge	2 500			2 500			-	
Club Med Brésil Trancoso 2022	1 200			1 200			-	
Club Med Indonésie Bali 2022	1 300			1 300			-	
ATFY IADA III 2023 - Cambodge	2 500			2 500			-	
Club Med Indonésie Bali 2024						4 000	4 000	
Club Med Brésil Lake Paradise 2024						500	500	
Club Med Brésil Trancoso 2024						500	500	
Club Med Maurice Albion 2024						500	500	
Club Med Maurice La Pointe 2024						500	500	
<u>Ressources liées à la générosité du public</u>	33 000	-	-	18 000	-	57 000	72 000	-
Alain Chamla	3 000			3 000			-	
Fonds Ensemble	15 000					36 000	51 000	
Christian De Pethuis	15 000			15 000			-	
Fondation Bouygues						21 000	21 000	
							-	
TOTAL	45 500	-	-	30 500	-	63 000	78 000	-

2.5 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

2.5.1 Tableau des subventions publiques notifiées à l'association en 2024

Le montant des subventions publiques notifiées à l'association en 2024 est indiqué dans le tableau ci-dessous :

Autorités administratives	Projet	Date notification	Montant
Agence Française de Développement	• Subvention AFD AGRITER 3, Multi-Pays	27/09/2024	4 000 000 €
Fonds Nationale de Développement Agro-Sylvo-Pastoral	• Subvention FNDASP -DPA Sénégal	05/07/2024	546 453 €
Conseil Départemental des Hauts de Seine	• Subvention CD92 IADA 3, Cambodge 2024	03/05/2024	220 000 €
Région Nouvelle-Aquitaine	• Subvention RNA IDEAS Vietnam	10/10/2024	150 000 €
Région Haute-Matsiatra	• Subvention Région Haute-Matsiatra Eaurizon, Mac	05/06/2024	95 773 €
Région Nouvelle-Aquitaine	• Subvention RNA Mahavotra V, Madagascar	23/07/2024	80 000 €
Région Nouvelle-Aquitaine	• Subvention RNA PRPA IV, Sénégal	23/07/2024	80 000 €
Total des subventions publiques			5 172 226 €

2.5.2 Tableau des Legs, donations et assurances-vie figurant au compte de résultat

Il n'y a pas eu sur l'année 2024 de legs, donations ou assurances-vie à inscrire au compte de résultat.

2.5.3 Résultat financier

Le résultat financier de 14 100 € s'explique :

- par des pertes de changes lors de la conversion des devises étrangères en euros au 31 décembre 2024 (- 4 525 €) ;
- par la rémunération des placements en DAT ou sur livrets associatifs (+ 23 202 €) ;
- par les intérêts versés au souscripteur des titres associatifs (- 3 000 €) ;
- par divers intérêts bancaires (- 1 577 €).

2.6 AUTRES INFORMATIONS

2.6.1 Contributions Volontaires en Nature

Il n'y a pas eu de contributions volontaires en nature sur 2024.

2.6.2 Engagements au titre du CPF

Au 31 décembre 2024, le montant en euro du CPF (Compte Personnel de Formation) s'élève à 19 k€ pour les 5 dernières années (2020-2024).

2.6.3 Rémunération des dirigeants

Le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés (au sens de la loi 2006-586 sur le volontariat associatif), est égal à zéro.

2.6.4 Effectifs par catégorie

Au 31 décembre 2024, les effectifs par catégorie sont les suivants :

En France :

- Bénévoles
 - Membres du CA : 7 personnes
- Cadres : 11 personnes (ETP = 11)
- Non-cadres : 1 personne (ETP = 0,04)
- Stagiaire : 1 personne

A l'étranger :

- Expatriés (cadres) : 5 personnes (ETP = 5)
- Contrats et stagiaires locaux : 136 personnes

2.6.5 Abandons de frais par les bénévoles

Le montant des abandons de frais de déplacement par les membres bénévoles s'élève à 3 859 € pour l'année 2024.

2.6.6 Honoraires du Commissaire aux comptes

Le montant des honoraires de la mission de commissariat aux comptes pour l'année 2024 est comptabilisé à hauteur de 14 000 € TTC. Un acompte de 4 240 € a été payé sur l'année 2024.

2.7 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Incidences liées aux faits majeurs (baisses des financements de l'Aide Publique au Développement, situation en Haïti et catastrophe climatique au Laos et au Vietnam) survenus en 2024

A la date d'arrêté des comptes, les baisses successives du budget de l'Etat accordé à l'Aide Publique au Développement, la situation en Haïti et la catastrophe climatique survenue au Laos et au Vietnam n'ont pas eu d'autres incidences significatives pour l'association que celles décrites au paragraphe 2.2.

Le contexte étant évolutif et incertain, il est difficile d'en mesurer les éventuels impacts futurs pour l'association.

Nous estimons toutefois que la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause car l'activité est globalement maintenue et l'association perçoit les financements prévus pour 2025.